

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nantes, le 25 janvier 2018

Après l'abandon de l'aéroport, les chefs d'entreprises ligériens appellent l'Etat à s'engager pour le désenclavement et l'attractivité du Grand Ouest

Réunis ce jour au Conseil régional autour de Christelle Morançais, les chambres consulaires et les organisations patronales des Pays de la Loire déplorent l'abandon du projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, projet du désenclavement du Grand Ouest et de son rayonnement international.

Néanmoins, les forces économiques des Pays de la Loire appellent à trouver, dès à présent, les meilleures solutions possibles aux problématiques auxquelles répondait Notre-Dame-des-Landes. Elles demandent à l'Etat de s'engager fermement sur les projets indispensables pour désenclaver le Grand Ouest. Surtout, elles attendent un engagement fort de l'Etat en faveur de l'attractivité du Grand Ouest.

1. Les entreprises demandent à l'Etat de s'engager rapidement et fermement sur trois projets de mobilité prioritaires pour désenclaver le Grand Ouest

Premier impératif : **Nantes Atlantique doit devenir l'aéroport pour le Grand Ouest**. Dès lors, les forces économiques demandent un engagement de l'Etat sur :

- Un **agrandissement de Nantes Atlantique (piste et aérogare)**, et non un simple aménagement. **Cet engagement doit prévoir une méthode exemplaire et efficace, des délais raisonnables et des modes de financements assurés ;**
- **Un nouveau franchissement de la Loire**, pour faire face à la saturation du Pont de Cheviré ;
- **L'extension du tramway jusque Nantes-Atlantique**.

Deuxième impératif : **garantir l'accessibilité ferroviaire des Pays de la Loire et du Grand Ouest** :

- Il faut d'une part **accélérer le projet de modernisation de la liaison ferroviaire Paris-Nantes, via Angers** – obtenir un aboutissement du chantier avant 2030 – et étendre le périmètre de l'étude en cours à la Virgule de Sablé.
- Il faut d'autre part **relancer réellement et rapidement le chantier du Barreau de l'interconnexion Sud TGV**, un projet commun au Grand Ouest : Bretagne, Pays de la Loire et Aquitaine. L'interconnexion Sud TGV, c'est la garantie d'une fluidification du trafic à Montparnasse mais également de meilleures liaisons vers Roissy et Orly.

2. Les forces économiques ligériennes appellent l'Etat à soutenir l'attractivité du Grand Ouest

Les renoncements de l'Etat sur les grands chantiers et projets, qui mettent en péril l'attractivité de notre territoire, doivent cesser.

Les Pays de la Loire et le Grand Ouest sont particulièrement impactés par les renoncements de l'Etat : projet portuaire Donges-Est ; projet d'autoroute A831 entre Fontenay-le-Comte et Rochefort et maintenant Notre-Dame-des-Landes.

Si les renoncements budgétaires se multiplient et que l'ensemble des régions s'inquiète de l'impact de l'abandon de Notre-Dame-des-Landes pour l'avenir des infrastructures en France, les Pays de la Loire semblent particulièrement en passe de devenir une zone blanche, oubliée des pouvoirs publics. **Cela remet en cause le premier rôle de l'Etat – garantir les infrastructures – tout en nuisant à l'image et à l'attractivité du Grand Ouest. Nous attendons un réinvestissement dans la dynamisation du territoire.**

L'avenir du Grand Port Maritime de Nantes Saint Nazaire, clé de la façade maritime atlantique, doit être assuré. Nous attendons des engagements de l'Etat, financiers et politiques, notamment le contournement ferroviaire de la raffinerie de Donges.

Par ailleurs, les forces économiques ligériennes appellent l'Etat à **ne pas abandonner la centrale de Cordemais** : avec son projet vertueux de co-combustion avec de la biomasse, elle a **vocation à être un espace participant à l'expérimentation énergétique, dans une région tournée vers la transition écologique.**

Contacts presse

Bénédicte Rouault | T. 02 40 44 63 02 | M. 07 85 02 67 50 | benedicte.rouault@paysdelaloire.cci.fr